

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**Réunion intergouvernementale ad hoc sur un arrangement régional pour la facilitation
du commerce transfrontière sans papier

Bangkok, 22-24 avril 2014

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

**Examen du projet d'arrangement régional pour
la facilitation du commerce transfrontière sans papier****Projet d'arrangement régional pour la facilitation du
commerce transfrontière sans papier***Résumé*

Le texte du projet d'arrangement régional pour la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique, initialement établi d'après le projet de texte proposé à l'issue d'une étude régionale menée en application de la résolution 68/3 de la Commission, a été affiné à l'occasion de deux réunions d'experts, de trois réunions sous-régionales et d'une réunion régionale tenues dans le cadre des examens d'experts et des consultations des membres demandés par la Commission dans sa résolution 68/3.

Le projet d'arrangement régional comprend : a) un préambule; b) des clauses de fond; et c) des clauses finales.

Le secrétariat a consulté la Section des traités du Bureau des affaires juridiques, qui a fait part de ses observations concernant les clauses finales du projet de texte et d'autres questions en rapport avec le droit des traités. Les observations reçues ont été intégrées dans le projet de texte.

La Réunion pourra examiner le projet de texte, le négocier et envisager de l'adopter.

**Accord [Accord-cadre] sur la facilitation du commerce
transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique**

Les Parties au présent Accord [Accord-cadre] (ci-après dénommées « les Parties »),

Conscientes de l'importance du commerce comme moteur de croissance et de développement et de la nécessité de rendre plus efficaces les transactions commerciales internationales afin de maintenir et de renforcer la compétitivité de la région;

* E/ ESCAP/PTA/IGM.1/L.1.

Reconnaissant que le commerce sans papier rend les échanges internationaux plus efficaces et plus transparents tout en permettant un meilleur respect des réglementations, en particulier si les données et les documents relatifs au commerce sous forme électronique sont échangés par-delà les frontières;

Notant que les mesures adoptées par les principaux marchés d'exportation pour assurer la sécurité des échanges et des chaînes d'approvisionnement amèneront de plus en plus tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement internationale à échanger données et documents électroniquement;

Considérant le fait que de nombreux pays de la région Asie-Pacifique ont déjà entrepris de mettre en place au niveau national des systèmes électroniques destinés à accélérer le traitement des données et des documents relatifs au commerce;

Considérant également le fait que les pays de la région Asie-Pacifique assortissent de plus en plus leurs accords commerciaux de clauses relatives à l'échange électronique d'informations;

Sachant qu'en facilitant la reconnaissance mutuelle et l'échange des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique entre les pays sans littoral et les pays de transit, on pourrait réduire considérablement le temps et les coûts du transit, et améliorer les débouchés commerciaux et les possibilités de développement des pays sans littoral;

Sachant également qu'en facilitant l'échange des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique, on permettrait en particulier aux petites et moyennes entreprises de participer plus efficacement au commerce international et d'améliorer leur compétitivité;

Tenant compte de la disparité des niveaux de développement de l'économie et des technologies de l'information et de la communication des Parties;

Reconnaissant que les technologies de l'information et de la communication et leurs infrastructures physiques ne sont pas suffisamment disponibles dans certains pays pour y assurer durablement le développement des entreprises;

Notant la nécessité d'instaurer un environnement juridique propre à procurer le maximum de retombées du commerce transfrontière sans papier;

Désireuses de formuler un cadre juridique propre à renforcer et élargir la coopération destinée à faciliter le commerce transfrontière sans papier entre les Parties et à orienter l'évolution dans ce domaine,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Objectif

Le présent Accord [Accord-cadre] a pour objectif de promouvoir le commerce transfrontière sans papier en créant les conditions favorables

pour l'échange et la reconnaissance mutuelle des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique et en facilitant l'interopérabilité entre les guichets uniques nationaux et sous-régionaux et/ou les autres systèmes de commerce sans papier, en vue de rendre les transactions commerciales internationales plus efficaces et transparentes tout en assurant un meilleur respect des réglementations.

Article 2

Champ d'application

Le présent Accord [Accord-cadre] s'applique au commerce sans papier entre les Parties.

Article 3

Définitions

Aux fins du présent Accord [Accord-cadre]:

a) L'expression « commerce sans papier » désigne le commerce mené en s'appuyant sur les communications électroniques, notamment l'échange des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique;

b) Le terme « commerce » s'entend du commerce international de marchandises, notamment leur importation, leur exportation, leur transit et les services connexes;

c) L'expression « communication électronique » désigne toute communication que les Parties effectuent au moyen de messages de données;

d) L'expression « message de données » désigne l'information créée, transmise, reçue ou conservée par des moyens électroniques, magnétiques ou optiques ou des moyens analogues, notamment, mais non exclusivement, par l'échange de données informatisé;

e) L'expression « données relatives au commerce » s'entend des données contenues dans un document relatif au commerce ou transmises à propos d'un document de ce type;

f) L'expression « documents relatifs au commerce » désigne des documents, de nature commerciale aussi bien que réglementaire, requis pour mener à bien des transactions commerciales;

g) L'expression « transactions commerciales » s'entend des transactions relatives à la vente de marchandises entre parties dont les établissements commerciaux se situent dans des territoires différents;

h) L'expression « reconnaissance mutuelle » désigne la reconnaissance réciproque de la validité des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique et échangés par-delà les frontières entre deux pays ou davantage;

i) L'expression « guichet unique » désigne un système qui permet aux parties engagées dans une transaction commerciale de présenter

électroniquement les données et documents en un seul point pour accomplir toutes les formalités d'importation, d'exportation et de transit;

j) Le terme « interopérabilité » s'entend de la capacité de deux systèmes ou entités ou plus d'échanger des informations et d'utiliser l'information ayant été échangée.

Article 4 **Interprétation**

Toute interprétation du présent Accord [Accord-cadre] doit prendre dûment en compte les principes généraux sur lesquels il se fonde, son caractère international et la nécessité d'en promouvoir une application uniforme.

Article 5 **Principes généraux**

1. Le présent Accord [Accord-cadre] est régi par les principes généraux ci-après:

a) La neutralité technologique: la législation ne doit ni imposer l'utilisation d'un type particulier de technologie pour atteindre ses objectifs, ni faire de discrimination en faveur d'un type particulier de technologie;

b) L'équivalence fonctionnelle: les fonctions de l'exigence de documents papier doivent être analysées pour déterminer comment ces fonctions peuvent être remplies par des moyens électroniques;

c) La non-discrimination des communications électroniques;

d) La promotion de l'interopérabilité;

e) La facilitation accrue du commerce et un meilleur respect des réglementations;

f) La coopération entre les secteurs public et privé.

2. Les Parties conviennent que la législation nationale et les réglementations destinées à assurer l'application de ces principes à l'échange des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique doivent être appliquées de manière à établir des niveaux communs de confiance et à améliorer l'interopérabilité.

Article 6 **Cadre directeur national, environnement juridique national favorable et comité pour le commerce sans papier**

1. Les Parties peuvent [s'efforcent d'] établir un cadre directeur national pour le commerce sans papier, qui permette de définir les objectifs et les stratégies d'application et d'affecter les ressources, ainsi qu'un cadre législatif.

2. Les Parties s'appliquent à créer un environnement juridique national favorable au commerce sans papier dans le respect des normes internationales et en suivant les meilleures pratiques.

3. Les Parties peuvent établir un comité national pour le commerce sans papier constitué de représentants compétents des administrations et du

secteur privé, en fonction du contexte national. Le comité pour le commerce sans papier doit favoriser l'instauration d'un cadre national juridiquement favorable à l'échange des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique et faciliter également l'interopérabilité du commerce transfrontière sans papier. Les Parties peuvent aussi avoir recours à un organisme analogue déjà en place dans le pays au lieu de se doter d'un comité distinct et désigner cet organisme, ou une entité organisationnelle ou un groupe de travail approprié en son sein, en tant que comité national pour le commerce sans papier aux fins du présent Accord [Accord-cadre].

Article 7

Facilitation du commerce transfrontière sans papier et mise en place de guichets uniques nationaux

1. Les Parties s'emploient à faciliter le commerce transfrontière sans papier en créant les conditions qui permettent l'échange des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique, en utilisant les systèmes existants ou en mettant en place de nouveaux systèmes.
2. Les Parties sont encouragées à mettre sur pied leurs systèmes nationaux de guichet unique et à les utiliser pour le commerce transfrontière sans papier. En se dotant de tels systèmes, elles sont engagées à les concevoir en conformité avec les principes généraux énoncés dans le présent Accord [Accord-cadre].

Article 8

Reconnaissance mutuelle transfrontière des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique

1. Les Parties prennent les dispositions voulues pour garantir la reconnaissance mutuelle des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique provenant d'autres Parties suivant le principe du niveau de fiabilité substantiellement équivalent.
2. Le niveau de fiabilité substantiellement équivalent est convenu par les Parties dans le cadre du dispositif institutionnel mis en place par le présent Accord [Accord-cadre].

Article 9

Normes internationales pour l'échange des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique

1. Les Parties s'efforcent d'appliquer les normes et directives internationales afin d'assurer l'interopérabilité régionale et mondiale dans le commerce sans papier.
2. Les Parties sont vivement encouragées à participer à la conception de normes internationales et de pratiques optimales concernant le commerce transfrontière sans papier.

Article 10

Rapport avec les autres instruments juridiques permettant le commerce transfrontière sans papier

1. Les Parties prennent en compte, et chaque fois que possible adoptent, les instruments juridiques internationaux existants élaborés par les organismes compétents des Nations Unies et les autres organisations internationales, tels que la Convention des Nations Unies sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux¹.

2. Les Parties s'efforcent de veiller à ce que l'échange transfrontière des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique se conforme au droit international ainsi qu'aux réglementations régionales et internationales et aux meilleures pratiques. Les dispositions pertinentes du droit international, les réglementations régionales et internationales et les meilleures pratiques à appliquer sont décidées par le dispositif institutionnel mis en place par le présent Accord [Accord-cadre].

Article 11

Cadre de responsabilité juridique

Les Parties s'efforcent d'établir un cadre juridique et réglementaire propre à traiter les questions spécifiques de responsabilité et de mise en application pouvant se poser en rapport avec l'échange transfrontière des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique.

Article 12

Dispositif institutionnel

1. Aux fins du présent Accord [Accord-cadre], la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) établit un conseil pour le commerce sans papier composé d'un (1) représentant de rang ministériel de chaque Partie et du Secrétaire exécutif de la CESAP. Le Conseil se réunit une fois par an.

2. Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil pour le commerce sans papier bénéficie de l'appui d'un comité permanent, qui supervise et coordonne la mise en œuvre du présent Accord [Accord-cadre] et soumet ses recommandations au Conseil pour examen. Le Comité permanent est composé de représentants de haut niveau de chaque Partie et se réunit au minimum une fois par an.

3. Aux fins de l'application du présent Accord [Accord-cadre], le Comité permanent peut établir des groupes de travail composés d'experts techniques ou juridiques compétents qui feront rapport au Comité permanent sur la mise en œuvre du plan d'action correspondant dans le cadre du présent Accord [Accord-cadre].

4. Le secrétariat de la CESAP est désigné secrétariat de l'Accord [Accord-cadre]. Il fait également office de secrétariat pour les organismes établis en application du présent Accord [Accord-cadre]. Il contribue à la

¹ Résolution 60/21 de l'Assemblée générale, annexe.

coordination, à l'examen et à la supervision de la mise en œuvre du présent Accord [Accord-cadre] et pour toute question connexe.

Article 13

Plan d'action

1. Le Comité permanent, sous la supervision du Conseil pour le commerce sans papier, élabore et met en œuvre un plan d'action général, dans lequel sont décrites toutes les actions et mesures concrètes, assorties d'objectifs précis et de calendriers d'exécution, nécessaires pour la création d'un environnement cohérent, transparent et prévisible pour l'application du présent Accord [Accord-cadre].

2. Le plan d'action comprend une feuille de route pour la mise en œuvre du commerce transfrontière sans papier, qui prévoit notamment l'adoption de normes internationales, l'exécution de projets pilotes et le renforcement des capacités en rapport avec le présent Accord [Accord-cadre]. Il devrait inclure également un mécanisme pour évaluer les cadres juridiques en place et les lacunes technologiques existantes et pour assurer les améliorations nécessaires pour permettre le commerce sans papier.

Article 14

Projets pilotes et mise en commun des enseignements tirés

1. Les Parties s'efforcent d'entreprendre et de lancer des projets pilotes concernant l'échange transfrontière des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique, en particulier entre les douanes et les autres organismes de régulation. Elles collaborent à la mise en œuvre de tels projets pilotes dans le cadre du dispositif institutionnel mis en place en application du présent Accord [Accord-cadre].

2. Les Parties rendent compte au Comité permanent, à titre volontaire, des progrès des projets pilotes afin de faciliter l'échange de données d'expérience et d'enseignements tirés et d'établir un recueil de pratiques optimales pour l'interopérabilité de l'échange transfrontière des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique. L'échange de données d'expérience et d'enseignements tirés devrait aller au-delà des Parties au présent Accord [Accord-cadre], dans toute la mesure du possible et comme il conviendra, en vue de promouvoir la mise en œuvre du commerce sans papier dans toute la région et au-delà.

Article 15

Renforcement des capacités

1. Les Parties coopèrent pour se fournir mutuellement un appui et une assistance techniques afin de faciliter l'application du présent Accord [Accord-cadre]. L'assistance technique est apportée moyennant divers mécanismes, notamment suivant la formule « de l'offre et de la demande », dans le but de faciliter l'échange de compétences et de meilleures pratiques.

2. Les Parties peuvent collaborer aux fins du renforcement des capacités par le canal du dispositif institutionnel mis en place en application du présent Accord [Accord-cadre].

3. Chaque fois que possible, les Parties prennent particulièrement en considération les demandes d'assistance technique et de coopération des pays les moins avancés destinées à les aider à se doter des moyens nécessaires pour le commerce sans papier et à tirer pleinement parti des avantages que peut offrir le présent Accord [Accord-cadre].

4. Les Parties peuvent inviter les partenaires de développement à apporter une assistance technique et financière plus solide pour la mise en œuvre du présent Accord [Accord-cadre].

Article 16

Application du présent Accord [Accord-cadre]

1. Chaque Partie s'efforce d'appliquer les dispositions du présent Accord [Accord-cadre] en mettant en place un cadre juridique favorable et l'infrastructure technique nécessaire pour faciliter l'échange transfrontière des données et des documents relatifs au commerce sous forme électronique.

2. Un calendrier de mise en œuvre est établi pour chaque Partie dans le cadre du plan d'action en fonction de l'évaluation du degré de préparation des Parties.

Article 17

Règlement des différends

1. Tout différend pouvant survenir entre les Parties concernant l'interprétation et l'application du présent Accord [Accord-cadre] est réglé par la voie d'un accord entre les Parties concernées.

2. Au cas où les Parties en litige en rapport avec le présent Accord [Accord-cadre] sont incapables de le régler par voie de négociation ou de consultation, elles sont soumises à une conciliation si l'une d'entre elles requiert le recours à une telle procédure.

3. Le différend est soumis à un ou plusieurs conciliateurs choisis de commun accord par les Parties en litige. Si les Parties en litige ne parviennent pas à s'entendre quant au choix du ou des conciliateurs dans les trois (3) mois suivant la demande de conciliation, l'une quelconque de ces Parties peut demander au Secrétaire exécutif de la CESAP de nommer un conciliateur unique auquel sera soumis le différend.

4. La recommandation du conciliateur ou des conciliateurs nommés, bien que n'ayant pas force contraignante, sert de base à un nouvel examen du différend par les Parties en litige.

5. D'un commun accord, les Parties en litige peuvent convenir à l'avance d'accepter la recommandation du ou des conciliateurs comme ayant force contraignante.

6. Les dispositions du présent article ne peuvent être interprétées comme excluant d'autres mesures de règlement des différends mutuellement convenues entre les Parties en litige.

Article 18**Procédure pour la signature de l'Accord [Accord-cadre] et pour devenir partie**

1. Le présent Accord [Accord-cadre] est ouvert à la signature de tout État membre de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (États membres de la CESAP) à, le, puis au Siège des Nations Unies à New York du au

2. Les États membres de la CESAP visés au paragraphe 1 ci-dessus peuvent devenir partie au présent Accord [Accord-cadre] par:

- a) Signature soumise à ratification, acceptation ou approbation; ou
- b) Accession.

3. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'accession s'effectuent par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 19**Entrée en vigueur**

1. Le présent Accord [Accord-cadre] entre en vigueur quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date à laquelle les Gouvernements d'au moins cinq (5) États membres de la CESAP ont consenti à être liés par l'Accord [Accord-cadre] en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 18.

2. Pour chaque État membre de la CESAP qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'accession après la date à laquelle les conditions d'entrée en vigueur du présent Accord [Accord-cadre] ont été réunies, l'Accord [Accord-cadre] entre en vigueur quatre-vingt-dix (90) jours après le dépôt dudit instrument par cette Partie.

Article 20**Procédure d'amendement de l'Accord [Accord-cadre]**

1. Le texte du présent Accord [Accord-cadre] peut être amendé suivant la procédure définie au présent article.

2. Toute Partie peut proposer des amendements au présent Accord [Accord-cadre].

3. Le secrétariat communique le texte de tout amendement proposé à tous les membres du Conseil pour le commerce sans papier quarante-cinq (45) jours au moins avant la date de la réunion du Conseil à laquelle l'amendement proposé sera soumis pour adoption.

4. Un amendement est adopté par le Conseil pour le commerce sans papier à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes. Le secrétariat communique l'amendement tel qu'adopté au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui le transmet à toutes les Parties pour acceptation.

5. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 4 du présent article entre en vigueur douze (12) mois après son acceptation par les deux tiers des Parties au moment de son adoption [acceptation]. L'amendement entre en vigueur pour toutes les Parties à l'Accord [Accord-cadre] hormis celles qui, avant la période de douze mois indiquée ci-dessus, déclarent qu'elles n'acceptent pas l'amendement. Toute partie qui a déclaré ne pas accepter un amendement adopté conformément au paragraphe 4 peut, à tout moment ultérieur, déposer un instrument d'acceptation dudit amendement auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. L'amendement entre en vigueur pour cette Partie douze (12) mois après la date de dépôt dudit instrument.

Article 21

Réserves

Aucune disposition du présent Accord [Accord-cadre] ne peut faire l'objet d'une réserve.

Article 22

Retrait

Toute Partie peut se retirer du présent Accord [Accord-cadre] par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le retrait prend effet douze (12) mois après la date de réception de cette notification par le Secrétaire général.

Article 23

Suspension de la validité

L'application du présent Accord [Accord-cadre] est suspendue si le nombre des Parties devient inférieur à cinq (5) pendant une période de douze (12) mois consécutifs. Lorsque tel est le cas, le secrétariat le notifie aux Parties. Les dispositions de l'Accord [Accord-cadre] redeviennent applicables si les Parties sont à nouveau au nombre de cinq (5).

Article 24

Limites d'application

Aucune disposition du présent Accord [Accord-cadre] n'est interprétée comme empêchant une Partie de prendre les mesures, compatibles avec les dispositions de la Charte des Nations Unies et limitées aux exigences de la situation, qu'elle estime nécessaires à sa sécurité extérieure ou intérieure.

Article 25

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné dépositaire du présent Accord [Accord-cadre].

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à cet effet dûment autorisés, ont signé le présent Accord [Accord-cadre].

OUVERT à la signature le _____ à _____,
en un seul exemplaire, en langues chinoise, anglaise et russe, les trois textes
faisant également foi.
